

ASSEMBLEE NATIONALE

PLF 2012

Budget de la mission d'aide publique au développement

Séance du lundi 7 novembre 2011

Intervention de Christian Bataille

Député du Nord

Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues,

L'examen du budget de la mission d'aide publique au développement creuse encore plus, que ce soit, lors de l'examen en commission comme en séance publique, le fossé qui se constate entre, d'une part, les informations et les documents d'origine gouvernementale très lacunaires et transmis tardivement, et d'autre part, les efforts faits par notre assemblée, sa commission, pour pouvoir procéder à une analyse claire du budget qui nous est communiqué.

Tout d'abord, et le rapport pour avis de Mme Martinez le souligne, nous ne disposons pas, en particulier au moment de l'examen en commission, des documents budgétaires qui nous permettraient d'avoir une vision d'ensemble. Ceci est ressenti par la représentation nationale comme une forme de mépris de la part de l'administration gouvernementale. C'est un signe du travail de reconquête, conforme à la constitution, que le parlement aura à effectuer lors de la prochaine législature.

Nous ne débattons aujourd'hui, au titre de la mission, que sur un tiers des crédits déclarés au CAD de l'OCDE soit 3,3 milliards d'euros pour l'année.

Cette situation rend difficile un vote aujourd'hui sur une ligne budgétaire qui ne permet pas à notre assemblée d'avoir une vision politique réelle et d'apprécier les choses dans leur totalité.

Toujours est-il que nous pouvons quand même constater que nous sommes loin des objectifs fixés à 0,7 % du produit intérieur brut, avec 0,5 % environ nous sommes à 30 % au dessous de cet objectif.

Par ailleurs, les perspectives annoncées pour le développement sont parfois oubliées.

Je les rappelle : réduction de la pauvreté, éducation élémentaire pour tous, lutte contre les épidémies, contre la mortalité infantile.

Que vient faire l'utilisation, dans certains cas précis, de ces crédits de solidarité, pour la réalisation de projets économiques qu'il est judicieux d'accompagner, mais dans un autre cadre lié aux missions économiques à l'étranger?

Enfin, comment expliquer que des pays du G20 bénéficient de l'aide publique au développement au détriment de ce qui devrait aider, par exemple, les pays de l'Afrique subsaharienne pour lesquels nous pouvons faire beaucoup plus.

Nous sommes devant un ensemble de crédits dont l'engagement manque de lisibilité, tout d'abord parce que pour le peu que nous connaissons de l'affichage on ignore tout des transferts réels. Quels moyens avons nous de contrôler

l'exécution des crédits de la république française par les états bénéficiaires? Surtout s'il s'agit de régimes autoritaires dont l'opacité est la principale caractéristique. De plus, je rappelle que nous ne suivons aujourd'hui que moins de 3,5 milliards d'euros sur les dix déclarés.

Il me reste à souligner, dans ce contexte maussade, un aspect positif qu'il faut relever. La France a, pour l'instant, échappé à la tentation de réduire sa contribution brute et reste dans les premiers rangs mondiaux, en échappant au coup de rabet qui a frappé le MAE.

Je ne voudrais pas non plus oublier la qualité du travail effectué par notre rapporteure qui a mené son rapport avec beaucoup de rigueur. Hélas, la valeur de notre collègue parlementaire ne peut faire oublier notre manque d'information et l'opacité des crédits que nous avons à voter ou à rejeter. Si en commission nous pouvons apprécier, en premier lieu, la qualité du débat et du rapport, au final et aujourd'hui, c'est la politique gouvernementale qu'il faut apprécier.

Je voudrais pour terminer faire un constat et une suggestion.

Le constat : nous avons besoin d'un mécanisme indépendant qui aille le plus loin possible pour s'assurer de la bonne exécution de crédits que nous ne contrôlons pas et dont, hélas, nous ne savons rien quant à leur utilisation.

La suggestion : mobiliser fortement la cour des comptes qui j'en suis sûr prendrait toute sa part pour faire plus de lumière sur l'aide publique au développement et faire en sorte que, dans l'avenir, nous soyons bien mieux éclairés et que nous puissions avoir un débat sur des engagements crédibles et vérifiés.